
Ion I. IONESCU

MENTALITE PATERNALISTE ET DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

La démocratie participative n'est pas un acquis, un don, un cadeau que les individus et les communautés reçoivent. Elle est leur construction, leur création, elle leur ressemble. Elle suppose un changement du milieu social, moral, politique par le changement des valeurs, des états de fait, dans les conditions où les citoyens sont informés, comprennent ce qui se passe, s'organisent sur le plan local, régional, national. La participation des individus est un problème central de nos jours, mais elle n'est pas une panacée pour la résolution de tous les problèmes de la société roumaine.

La mentalité paternaliste

Ceux qui ont accédé au pouvoir en Roumanie après 1945, ont accepté: la soviétisation de la Roumanie, l'instauration de la «dictature du prolétariat», l'annihilation de l'État de droit et du pluralisme, l'annihilation de certaines catégories sociales au nom de la «lutte de classe» (par emprisonnements, déportations, travail forcé, marginalisation, assassinats). Les mouvements et les actions étudiantes ont été réprimées, les paysans s'opposant à la collectivisation ont été arrêtés, déportés, tués, les mouvements ouvriers ont été réprimés, les partisans de la résistance anticommuniste ont été exterminés. On ne peut pas ignorer la répression contre la culture et les cultes, contre le patrimoine historique et culturel (par démolitions), le rejet de la civilisation et de la culture occidentale¹⁰¹, les effets de la «politique démographique» (la Loi 36/1966 qui interdisait l'avortement), de «l'alimentation rationnelle» (la suppression des vivres), de

¹⁰¹Comisia Prezidențială pentru Analiza dictaturii comuniste din România, Raport final, București, 2006, pp. 9-369.

l'interruption du chauffage, la destruction des repères de la société et des valeurs et leur remplacement par des dogmes, le «contrôle social» de la vie intime des personnes, l'isolement par rapport au monde... La mentalité et l'attitude paternaliste ont été «mises en place» par des lois, suite au contexte social et des valeurs.

La pauvreté a conduit à l'abrutissement, à la perte du respect de soi, de la confiance dans l'esprit de solidarité. Le régime communiste a limité la propriété privée afin de faire croître la dépendance à l'égard des ressources. En 2006, le président de la Roumanie a condamné le système communiste, depuis sa création (1944–1947) jusqu'à son effondrement (décembre 1989), le définissant comme «illégal et criminel»¹⁰². La mentalité paternaliste¹⁰³ héritée de l'époque de «dictature communiste», du «camp socialiste», n'est pas compatible avec la «société ouverte», car les gens ne peuvent pas tous renier, du jour au lendemain, leur passé. Nombreux sont ceux qui restent réceptifs aux idées paternalistes et égalitaristes, ceux qui continuent d'accepter cette rhétorique, qui votent pour le maintien au pouvoir de ceux qui ont toléré ou favorisé la corruption, le clientélisme, le manque de transparence... C'est bien difficile de changer l'opinion, les attitudes et les comportements de la population, de faire en sorte que ses membres deviennent sujets, acteurs. On a énoncé les avantages du capitalisme, mais ceux qui ne les ont pas vus (parmi eux, beaucoup de gens actifs provenant des villages et des villes) ont émigré et dépeuplé les communautés...

¹⁰²Discursul presedintelui României, Traian Basescu prilejuit de Prezentarea Raportului Comisiei Prezidentiale pentru Analiza Dictaturii Comuniste din România (Parlamentul României, 18.12.2006)

¹⁰³Le mot „paternalisme” vient du père qui récompense ses fils, si ceux-ci lui obéissent. Après 1945, les dirigeants à côté de la plupart de dirigés, se sont conduit selon ce modèle: „les chefs de parti et d'État” considéraient que c'était „leur obligation” de résoudre les problèmes „du peuple”, si le peuple était obéissant. Dans la tradition bolchévique, „les masses” ont besoin d'un „père” (désastreux pour le peuple quand il monopolise le pouvoir, quand il s'y accroche et profite). „Les chefs de parti et d'État” étaient „en haut”, intangibles; les millions de roumains, „hommes du peuple” ont été dirigés de cette hauteur et ont internalisé la mentalité paternaliste.

Les coutumes des habitants sont essentielles pour la qualité de la gouvernance. Cette affirmation est une hypothèse. Les affirmations véridiques sur les coutumes des habitants et sur la qualité du gouvernement sont le résultat de l'analyse du contexte¹⁰⁴ politique, économique, social et idéologique dans lequel elles se manifestent, de l'analyse des relations que les Roumains et leurs communautés ont avec l'État, de l'analyse des capacités du citoyen, de l'habitant d'assumer des responsabilités, de l'analyse des dimensions de la vie associative. À partir des données d'*Eurobaromètres*¹⁰⁵, 24% des villages, pendant les deux dernières années, n'ont pas organisé de réunions publiques, 48% des habitants interrogés n'ont pas participé à de telles réunions, dans 73% des communautés territoriales n'existaient pas d'organisations communautaires, 75% des villages n'avaient pas déposé de projets pour obtenir des fonds ... Un *Eurobaromètre rural*¹⁰⁶ a retenu que 29% des interrogés se déclaraient intéressés à s'informer sur les projets et les décisions de la Mairie/du Conseil local, 19% étaient d'accord pour dire qu'ils «devraient» participer aux séances publiques, 21% considéraient qu'«on devait faire des recommandations». Les non intéressés et les peu intéressés représentaient 45%, respectivement 37% de la population interrogée...

La construction de la démocratie participative

¹⁰⁴Peuvent être consultés: les enquêtes Eurobaromètres, les baromètres d'opinion, les baromètres ruraux, les baromètres urbains, les baromètres de genre, les rapports disponibles sur des sites Internet, les résultats des certaines discussions approfondies avec des responsables politiques, administratifs, avec des consultants, avec des facilitateurs etc..

¹⁰⁵L'étude „Les Élités de la Roumanie rurale sur l'intégration européenne – à travers le village roumain”, réalisé par Dumitru Sandu pour la Délégation de la Commission Européenne en Roumanie, octobre 2004.

¹⁰⁶Le sondage sur lequel s'appuie la recherche (www.soros.ro) a été réalisé sur un échantillon de 2016 personnes et permet de comparer les opinions des habitants du milieu rural à celles des habitants des petites villes (la marge d'erreur statistique est +/- 2,5%, pour un niveau de confiance de 95%).

La proclamation de la «démocratie» ne garantit pas automatiquement la prospérité, le progrès économique et social, la participation des individus. Nous parlons actuellement d'«acteur communautaire», «action communautaire», «projet communautaire», «développement communautaire» etc., bien que, pendant longtemps, l'expression *communauté* n'ait pas même été mentionnée... La participation dépend d'interconnaissance, de communication et de la capacité d'agir ensemble. La participation publique suppose des habitants citoyens, informés et consultés¹⁰⁷. Dans les communautés faiblement intégrées, constituées d'habitants isolés physiquement, on ne peut pas supposer, de façon inconditionnelle, le désir de participation. Peuvent stimuler ou freiner la participation : l'attitude de l'administration locale, ouverte ou réticente face à l'implication des citoyens (dans le processus décisionnel), l'échange (ou l'absence d'échange) d'informations entre administration et citoyens etc. Il y a chez nous un manuel de la transparence dans l'administration publique¹⁰⁸ qui présente l'importance de l'accès libre aux informations d'intérêt public, de la sensibilisation du public à la participation, la création de conditions juridiques et politiques favorables à la participation etc., mais dans les communautés territoriales réelles, la participation des habitants n'existe pas lorsque les «autorités» redoutent de voir périliter leur pouvoir ou leur contrôle en impliquant des «subalternes», lorsque les gens n'ont pas la mentalité et l'expérience de la participation, lorsqu'ils ont peur de «s'écarter

¹⁰⁷Le droit à s'informer et l'accès libre à l'information se retrouvent dans la Constitution de la Roumanie, dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, dans le Pacte international relatifs aux droits civils et politiques, dans la Convention européenne pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans la Convention d'Aarhus relative à l'accès à l'information (Le Manuel de la transparence dans l'administration publique, Gouvernement de la Roumanie, 2008, pp. 57-351). Un État vraiment démocratique est sensible aux besoins et aux doléances des citoyens. L'accès à l'information et la participation publique se traduisent par stabilité, respect des lois et État de droit.

¹⁰⁸ Manuel de la transparence dans l'administration publique, Gouvernement de la Roumanie, L'Agence pour les stratégies gouvernementales, 2008

de la tradition», lorsque «les autorités» introduisent des «clivages» dans les communautés où les habitants n'entrevoient pas d'enjeux communs, ni de bénéfices individuels et collectifs, lorsqu'ils n'ont pas une expérience minimale de participation aux actions réussies. Un niveau minimal, indispensable de la participation à la vie de la communauté, dépend de la confiance de l'habitant en lui-même, dans les autres, dans les institutions, il dépend de «la confiance sociale», de la diminution du pouvoir discrétionnaire de l'Etat, de la responsabilisation des institutions à l'égard du citoyen, de l'obligation des fonctionnaires publics d'informer les habitants sur leurs activités et résultats (la perception de la population est que la corruption a augmenté¹⁰⁹ que certains groupes d'intérêts, oligarchiques, sont favorisés¹¹⁰).

Comment dépasser la passivité, l'indifférence au *niveau macro sociétal, méso et micro social*? Prenant en considération la participation à la vie associative, nous pouvons voir dans quelle mesure celle-ci se réduit aux associations religieuses ou professionnelles, nous pouvons constater qu'il y a une distance entre déclarations et comportements participatifs (même dans le cas de roumains qui ont acquis une expérience à l'étranger) etc..

Les comportements participatifs sont déterminés par l'éducation, par le capital relationnel, le capital matériel, par la confiance dans les autorités publiques, par l'orientation plutôt traditionaliste ou (post)moderniste, par la localisation (centrale ou périphérique) de la communauté de domicile) etc. Nous pouvons identifier des niveaux, des degrés, des seuils de participation, d'implication:

¹⁰⁹ Les Baromètres d'opinion publique 1992-2007 (www.soros.ro); Rapport mondial sur la corruption, 2008, Transparency International.

¹¹⁰ www.inm-lex.ro/fisiere,www.9am.ro/stiri-revistapresei/Business/Media/143755/Reteta-secreta-a-capitalistilor-romani-dezvaluata-de-Televiziunea-ARTE-Da-am-fost-imorali-Dar-cine-pedepseste-asta.html (consultat pe 9 decembrie 2009).

- participation, implication individuelle en tant que citoyen, bénéficiaire, contribuable, assisté, habitant, autochtone, nouveau venu etc.,
- participation (des membres) de la famille à l'amélioration du milieu habité (privé et public), des services,
- participation des voisins de rue,
- participation dans le village (au nettoyage, à la collecte d'aides etc.), dans un quartier, dans une ville (contributions matérielles et/ ou financières directes, cotisations, dons, paiement de la salubrité, de la collecte des déchets, participation active à des réunions, assemblées, séances, mais aussi à toutes les étapes de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation d'un projet, la participation à l'élection des représentants, la prise de responsabilités dans le management social, communautaire en tant que membre responsable).

La participation s'apprend au quotidien. Les participants accumulent «une réserve de connaissances», «un stock d'expériences». S'ils se considèrent responsables des résultats de leur participation, les gens peuvent apprendre de leurs succès et/ou échecs, peuvent obtenir un meilleur contrôle sur leur propre vie et sur l'intégration responsable dans la communauté et dans la société. Sont importantes dans nos villes et villages les effets visibles quotidiennement de l'intégration européenne, les forums citoyens, les sites Internet pour des groupes bien ciblés etc..

Certaines «méthodes» légales pour inciter à la participation peuvent être identifiées dans la Constitution du pays. D'autres méthodes et techniques sont: la publication de bulletins informatifs, l'utilisation des médias, l'organisation d'ateliers de travail, de centres d'information, de séminaires, de campagnes, de colonies, d'expositions, de hotlines, de numéros verts, collecte de signatures, pétitions, audiences, mais aussi, les piquetages, la surveillance de la mise en œuvre d'une décision, les évaluations démocratiques, le lobby etc..

- Au niveau de l'information des habitants: brochures, dépliants, matériaux imprimés contenant des rapports des autorités locales, journaux locaux, panneaux d'affichage, expositions de projets, maquettes, commentaires, lettres adressées aux habitants par l'intermédiaire de la télévision ou de la radio locale, l'organisation de visites et de rencontres, de dialogues entre les citoyens et les autorités etc.;
- Au niveau de la réception de l'opinion des habitants: sondages, interviews, questionnaires, rencontres avec les représentants des groupes d'intérêts, des audiences publiques, des débats publics etc.;
- Au niveau de la construction de l'accord minimal, du compromis réaliste, du consensus: la conciliation, la médiation, l'arbitrage (réalisé par une personne qui n'est pas intéressée de manière directe par le problème respectif) etc.;
- Au niveau de l'implication directe dans le processus décisionnel: la mise en place de groupes consultatifs publics, l'organisation de groupes qui travaillent avec les groupes d'experts ou de contrôle, la constitution de groupes opérationnels avec des participants de tous les groupes d'intérêts afin de résoudre des problèmes, mais aussi, cellules de planification, centres de développement communautaire.

L'apparition d'une conscience de la participation peut commencer avec la sensibilisation aux problèmes communs, avec la conviction des habitants qu'ils ont des intérêts communs dans l'immeuble où ils habitent, dans leur quartier, dans leur village. Trouvant ensemble l'action collective afin de résoudre des problèmes communs par des actions communes¹¹¹. La capacité de s'associer peut donner naissance aux actions de niveaux et degrés différents, peut capter des enjeux, des projets. Les pratiques

¹¹¹ La conscientisation du problème, la légitimation de l'action communautaire dans toutes ses phases (de l'initiation jusqu'à l'exécution) etc., tout accompli ensemble, de concert, en partenariat.

associatives peuvent mener à la (re)découverte de la solidarité traditionnelle, du don, de l'échange, et même du sacrifice,... mais la majorité des expériences de «participation au développement des communautés» chez nous sont représentées par les contributions financières, par les taxes et les impôts, parfois par le «travail au profit de la communauté». Il est vrai qu'on peut les considérer comme des actes civiques importants, mais cette «participation» est loin de la décision publique, de sa coproduction (et, si ces «contributions» deviennent de plus en plus nombreuses et augmentent, il y a risque de saturation et de démobilisation des habitants...). L'instauration d'une expertise publique sur l'utilisation des équipements et sur la dépense des fonds (européens) est un défi nouveau pour nous, tout comme l'évaluation-quantitative et qualitative-des réalisations des fonctionnaires, des décideurs.

La participation des habitants de la communauté signifie l'entraînement et l'articulation des actions individuelles des membres de la communauté dans le déroulement des activités de développement. C'est toujours sur le terrain, en contact avec les impliqués que nous apprenons les formes de participation, d'implication, de mobilisation etc.

- trainings/stages de formation pour les autorités publiques,
- campagnes d'information pour les habitants de la communauté (par exemple, sur l'avenir de l'Europe, du pays, de la communauté; sur la connaissance des normes, des règles, des coutumes, des traditions et des changements etc.),
- services communautaires directs *pour* les habitants, ou *qui impliquent* les habitants,
- forums d'emplois,
- organisation d'événements spéciaux qui ont un impact communautaire (expositions, forums, rencontres avec des personnalités publiques etc.),
- activités sportives, colonies de vacances (création, art),

- actions d'écologisation, d'aménagement d'habitations, de parkings, de garages, réaménagement des façades des maisons, des immeubles,
- aides d'urgence etc..

Le cadre normatif qui stipule les moyens de s'informer et de participer à la prise des décisions est très important, mais aussi les modalités de contrôler l'activité des élus locaux, les procédures de consultation de la population (enquêtes publiques, consultations par référendum, conseils de quartier, commissions consultatives, commissions de débat public, conférences, forums citoyens) etc.. Sont importantes les activités pendant lesquelles les gens peuvent se connaître, communiquer, agir ensemble.

L'identification des aires pertinentes de mobilisation des habitants (partant de la similitude du sens qu'ils donnent à la vie en communauté, au rôle de l'interconnaissance, de la communication, de l'agir ensemble), le déroulement d'actions communautaires réussies etc. demandent:

- la reconnaissance des hommes et des femmes, des jeunes et des personnes âgées etc. en tant que ressources du développement,
- l'analyse du milieu, des styles de vie,
- l'analyse des mécanismes formels et informels de participation,
- l'analyse des comportements individuels et collectifs (il ne faut pas négliger l'importance des actions collectives, mêmes des plus communes: le nettoyage du trottoir, du fossé etc.) pour le démarrage et la consolidation d'une dynamique collective du développement communautaire.

Le diagnostic des mentalités, l'identification des expériences réussies de communication-interconnaissance-action, même des sensations, perceptions, intentions, déclarations, opinions et attitudes des habitants peuvent faciliter l'introduction des «semences» du changement (vers le bien attendu par la plupart) dans les «niches» bien identifiées avec ceux qui sont déjà impliqués, avec ceux qui ont des raisons, des intérêts à s'impliquer.

Pendant le diagnostic nous pouvons identifier comment susciter la cohésion minimale, l'accord minimal, les compromis réalistes, nous pouvons identifier les obstacles, les pièges et planifier les objectifs, les activités avec termes et responsabilités. Nous pouvons identifier les ressources, les processus, le cadre institutionnel, les problèmes de la communauté, les objectifs, les stratégies, les tactiques et les mécanismes *learning by doing*. Il est important d'identifier comment sont possibles la convergence, la synergie, le dialogue social, la concertation (des projets, des objectifs, des actions), comment dépasser le symptôme *nimby*¹¹². Les habitants d'une ville ou d'un village sont des citoyens, membres d'une communauté de proches, de voisins etc., mais leurs problèmes—même s'ils vivent dans la même communauté, rue ou ruelle—ne sont pas tous les mêmes. Dans une communauté de voisinage où la polarisation est frappante (des villas luxueuses côtoyant des taudis), les riches se plaignent ne pas savoir où installer la piscine, les pauvres de ne pas avoir de quoi manger... Le développement de la communauté territoriale fait référence à la création des conditions qui rendent possible la (ré) intégration de cette communauté dans le circuit de l'économie de marché, la construction de leur compétitivité (économique, sociale, environnementale). Il y a des situations où la mobilisation des habitants est spontanée, il y en a d'autres où il est besoin d'un facilitateur communautaire (qui «aide, mais ne donne pas de solutions, lance, mais ne mène pas à ses fins un processus de développement ou d'organisation communautaire», qui est empathique, compréhensif, amical, abordable, digne de confiance, ouvert au nouveau, capable d'apprendre,

¹¹²Nimby-Not In My Back Yard («n'importe où, mais pas dans ma proximité», «n'importe qui, mais pas moi», «à n'importe qui, mais pas à moi» etc.—expressions utilisées par ceux qui sont d'accord avec la construction d'une fosse à ordures écologique ou d'une prison, d'une voie ferrée, d'une chaussée circulée, d'une antenne de téléphonie mobile, d'un asile de nuit etc.,mais... pas dans leur proximité).

capable de résoudre des situations tendues, capable de visualiser, coordonner, négocier, persuader)¹¹³.

S'ils ont une expérience réussie de participation, les habitants essaieront à nouveau; s'ils n'utilisent pas ce qu'ils savent et ce qu'ils savent faire, même ce qu'ils connaissent sera oublié...

L'empowerment est un processus d'apprentissage par lequel les habitants, même les plus pauvres, les plus défavorisés, les plus vulnérables etc. apprennent à «prendre la parole», à prendre la vie à leur compte, à valoriser leur capital. Les petits groupes, avec accès à des bénéfices sélectifs pour les membres, sont capables de s'organiser et même influencer les politiques publiques¹¹⁴. Le contact direct avec les situations où ils vivent peut susciter la sensibilité à l'égard de «l'autre», des «autres», le désir de faire quelque chose pour résoudre les problèmes. La sympathie sociale, la perspective sympathique, peuvent devenir un moteur de l'intervention réussie dans le développement durable des communautés. L'intervention empathique est basée sur la (pré)disposition des élus, des fonctionnaires, de volontaires, à comprendre les souffrances et les aspirations des gens, ce qui suppose un minimum d'interconnaissance, de communication et d'ajustements réciproques pendant les interrelations entre les gens, et non «bienveillance envers les assistés ou clients». Sont importants les lieux de

¹¹³ D. Sandu, op. cit., 2005, p. 216.

¹¹⁴ Mancur Olson dans *La logique des actions collectives* (1966), *L'élan et la déchéance des nations* (1982) etc. a construit une théorie sur l'implication des individus dans la réalisation d'un objectif commun. Il a identifié à l'intérieur des grands groupes beaucoup d'individus qui peuvent se soustraire à l'effort collectif; toute action collective suppose des coûts pour les participants (perte de temps, d'argent, prise de risques etc.); il y a des individus qui veulent seulement profiter des bénéfices de l'action collective, sans supporter les coûts. Plus la communauté est grande, plus grande est cette tentation (le passager clandestin, free rider). «Les grands groupes peuvent rester inorganisés et peuvent ne pas passer à l'action même s'il y a un consensus sur les objectifs et les moyens» «les petits groupes sont plus capables de s'organiser à base de volontariat et d'agir en conformité avec leurs intérêts communs; dans une démocratie les petits groupes peuvent réussir à vaincre les plus grands».

rencontre, l'aire d'adhésion élargie (organisations, associations ancrées dans la communauté etc.), les modalités d'animation, d'entraînement qui suscitent la participation des habitants dans leurs rythmes sociaux, à partir de leurs habitudes culturelles.

Les habitants ne prennent pas tous des initiatives, ne participent pas tous, ne s'impliquent pas tous dans la même mesure. Les sociologues les distinguent à l'aide de variables (sexe, âge, niveau d'éducation, statut marital, l'intérêt de s'organiser, de négocier, de bénéficier d'opportunités etc.). Si les intérêts sont différents, les stratégies seront différentes (certains peuvent être actifs sur le plan économique, les autres sur le plan civique, politique, culturel, professionnel, confessionnel, éducatif, dans les réseaux parentaux, symboliques, dans les conseils de quartier, dans les associations, dans des occasions spéciales ; certains peuvent être actifs dans les comités locaux, les autres dans les comités nationaux et/ou internationaux). A côté de la dimension sociale de la participation (dans le respect de la dignité de tous et des communautés), à côté de la dimension personnelle de la participation (le développement de la responsabilité personnelle et du désir de la transformer en comportements), il ne faut pas omettre la dimension spirituelle de la participation à la vie de la communauté. La communauté s'associe à la communion et les deux demandent aux habitants de s'impliquer dans la protection de l'environnement, la promotion de la santé, l'éducation dans l'esprit de la vie de famille, l'amélioration de l'habitat, le respect des droits de l'homme. «Les spécialistes des techniques de participation» ne peuvent pas omettre la disponibilité envers l'amour de chacun, la recherche de l'autre, la peur de la solitude¹¹⁵. La participation des

¹¹⁵Dans un film diffusé par HBO, le message principal était centré sur la manière d'approcher les autres, après des années où l'on a tout fait pour les éviter, les mépriser. Un fermier avait tout ce qui lui fallait, mais était agacé par les intrus. Alors il s'est fait encercler par des fossés, il a mis des pièges etc. Il était maintenant heureux, mais...seul. Ne pouvant supporter la solitude, il est allé appeler les autres

habitants implique l'utilisation de pratiques, de règles, de rôles sociaux, dans des conditions où il y a une distribution du pouvoir et des responsabilités.

Chacun évalue ses convictions, peut changer sa manière de penser. Chacun est capable d'apprendre le respect réciproque, à apprendre des autres (en respectant convictions et opinions). La pensée participative¹¹⁶ suppose des perceptions, des sensations, des idées, des théories communes sur les faits de communauté et de société, et elle peut se former lorsque des gens qui se ressemblent (et qui sont en même temps différents) entrent en dialogue, évitent les (pré)jugés, découvrent des qualités chez tous les membres. Le comportement participatif suppose la clarification et le partage des tâches et des droits de chacun afin d'agir pour le bien-être de la communauté. Fait preuve de comportement participatif celui qui a la capacité d'autocontrôle, qui est sensible aux problèmes et aux besoins des autres, qui a confiance en soi et dans les autres, qui est loyal aux concitoyens, qui soutient ses intérêts et ceux de la communauté, qui fait preuve d'esprit communautaire. Chacun peut constater les différences entre la manière dont les gens traitent les inconnus, les collègues, les amis ou la famille. Si l'amitié favorise le rapprochement, elle peut être étendue au cercle de membres de la communauté, des communautés. L'amitié et la participation s'apprennent et exigent de l'auto connaissance, la connaissance du milieu, le développement personnel, l'articulation de la vision personnelle sur son propre avenir avec une vision commune sur l'avenir de la communauté. Les psychologues nous apprennent qu'il peut y avoir des changements réels dans une communauté si les gens sont capables de changer leur mentalité, leur pensée, leurs comportements. Il faudrait leur faire confiance, en ajoutant que le point de

qui ... n'ont voulu venir, à cause des pièges. Comment s'approcher de l'autre? En baissant les bras, en l'appelant, en lui faisant confiance.

¹¹⁶Sur l'initiation aux mécanismes de la «pensée participative» voir D. Yankelovich, *The Magic of Dialogue: Transforming Conflict into Cooperation*, Simon&Schuster, New York, 1999.

départ personnel doit être articulé avec celui de la communauté. La communauté est formée de gens dont les ambitions personnelles convergent avec celles de la communauté, ou non. Les décideurs guident, aident, inspirent, motivent, stimulent, ou non. L'implication peut être maximale ou minimale. Les gens ne font pas les mêmes choix, ne comprennent pas de manière similaire les exigences, les demandes, ne se rapportent pas de manière identique aux projets, aux objectifs, aux activités, aux tâches. Une implication forte est un fait positif, la «dépendance du travail» n'est pas une «honte sociale» (comme la paresse, la misère morale, la consommation d'alcool au bistrot pendant que les autres travaillent pour leur village...). Dépendant est celui qui ne se sent pas à son aise s'il s'amuse pendant que les autres travaillent pour la communauté, celui qui se sent incapable de refuser des tâches, celui pour qui les choses les plus importantes sont celles liées à la famille et à la communauté, qui se sent même coupable de ce que l'on n'a pas réalisé dans cette communauté... A l'autre extrême, ceux qui ne s'impliquent pas du tout, ou ne s'impliquent pas suffisamment, sont ceux qui ne s'intéressent pas à ce qui se passe au-delà de la porte de leur maison, qui ne s'identifient pas avec la communauté, qui évitent les responsabilités. La participation-dépendance et la non implication peuvent créer des tensions dans les communautés, même des conflits.

Nous pouvons corrélérer le niveau de cohésion interpersonnelle, le lien communautaire et l'implication avec le niveau du développement d'une communauté, afin de voir la manière dont ces variables s'influencent mutuellement. La participation individuelle forte peut émerger d'un lien communautaire fort si les attitudes de l'individu rencontrent celles des autres membres dans une synergie nécessaire à l'harmonie de la communauté¹¹⁷. Le

¹¹⁷Il s'agit de l'implication exceptionnelle (estimée en temps, effort, idées). Dans ce cas, l'impliqué devrait être stimulé même matériellement pour que l'on lui reconnaisse l'implication au profit de tous.

lien communautaire est donné par le sentiment d'appartenance, allant jusqu'au sacrifice personnel pour son développement («je ne veux pas que ma localité meure»). Ce sentiment d'appartenance est basé sur les ressemblances des individus, sur la morale de la communauté, sur le moral individuel et collectif, sur la coordination des efforts individuels et de groupe¹¹⁸. Les communautés à lien fort sont capables d'établir plus facilement leurs standards et d'offrir des récompenses à tous les membres participants. Ce sont celles où les membres veulent vivre, ne veulent pas les quitter ou les détester, ce sont celles où les membres se (re) connaissent, (re) connaissent leur communauté, communiquent, agissent ensemble. Une explication pour la stagnation, le recul, le manque de développement de certaines communautés roumaines est le fait que l'exigence de la participation à leur vie-activité est peu liée aux buts personnels des membres.

BIBLIOGRAPHIE

1. Comisia Prezidențială pentru Analiza dictaturii comuniste din România, Raport final, București, 2006, pp. 9-369
2. Discursul presedintelui României, Traian Basescu prilejuit de Prezentarea Raportului Comisiei Prezidentiale pentru Analiza Dictaturii Comuniste din România (Parlamentul României, 18 decembrie 2006)
3. SANDU D., Les Élités de la Roumanie rurale sur l'intégration européenne—à travers le village roumain, Etude réalisée par pour la Délégation de la Commission Européenne en Roumanie, octobre 2004
4. Manuel de la transparence dans l'administration publique, Gouvernement de la Roumanie, L'Agence pour les stratégies gouvernementales, 2008

¹¹⁸Une communauté solide, solidaire, développée, peut faire en sorte que ses membres se sentent attirés par elle, qu'ils se créent une identité en partant de cette communauté; les psychologues disent que les groupes trop liés peuvent devenir trop confiants en leur capacité de réaliser des tâches (comme les membres sympathisent, il y a la possibilité qu'ils socialisent et ne réalisent aucune activité...). La cohésion n'influence pas en elle-même la performance; elle dépend aussi des normes socioculturelles; si la norme exige que les membres travaillent beaucoup et bien, la cohésion peut augmenter la performance et générer le développement. La similarité, l'interaction, l'interdépendance, la structure (normes, rôles, statut) influencent et sont influencées par la cohésion du groupe et par l'identité sociale.

5. Les Baromètres d'opinion publique 1992-2007 (www.soros.ro); Rapport mondial sur la corruption, 2008, Transparency International
6. Mancur Olson dans *La logique des actions collectives* (1966), *L'élan et la déchéance des nations*, 1982
7. YANKELOVICH D., *The Magic of Dialogue: Transforming Conflict into Cooperation*, Simon & Schuster, New York, 1999
8. www.inm-lex.ro/fisiere
9. www.9am.ro/stiri-revista-presei/Business/Media/143755/Reteta-secreta-a-capitalistilor-romani-dezvaluata-de-Televiziunea-ARTE-Da-am-fost-imorali-Dar-cine-pedepseste-asta.html (consultat pe 9 decembrie 2009)

RESUME

La participation des individus est un problème central de nos jours, mais elle n'est pas une panacée pour la résolution de tous les problèmes de la société roumaine. La démocratie participative suppose un changement du milieu social, moral et politique. Observant les dysfonctionnements de la mentalité paternaliste héritée de l'époque communiste, l'auteur montre que les coutumes, essentielles pour la qualité de la gouvernance, sont le résultat du contexte politique, économique, social et idéologique dans lequel elles se manifestent. La proclamation de la «démocratie» ne garantit pas automatiquement la prospérité, le progrès économique et social, la participation des individus. La question posée est de savoir comment dépasser la passivité, l'indifférence au *niveau macro sociétal, méso et micro social*?

SUMMARY

Individual participation is crucial to solve social problems in Gypsy population, however it cannot respond to all important issues. The article studies dysfunction in the paternalistic perception inherited from the times of communism. The author demonstrates that customs, essential for a proper quality of governing, result from political, economical, social and ideological contexts. Proclamation of democracy does not automatically guarantee prosperity, economical and social progress or individual participation. It is also important to find out how to raise above passivity, indifference at all levels – macro, meso and micro social.